

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC GRAND OUEST Centre Papiers

25 rue Jules Verne
ZI de Saint Cosme
37520 La Riche

Références : VAT20230609
Code AIOT : 0010003901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST Centre Papiers implanté 25 rue Jules Verne ZI de Saint Cosme 37520 La Riche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST Centre Papiers
- 25 rue Jules Verne ZI de Saint Cosme 37520 La Riche
- Code AIOT : 0010003901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce centre de tri de vieux papiers situé au 25 rue Jules Verne a fait l'objet d'un changement d'exploitant par APC daté du 15/05/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité
- Vérification périodique
- Entreposage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets admis (quantité)	AP Complémentaire du 15/05/2023, article 3	/	Sans objet
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 III	/	Sans objet
3	Traçabilité DND	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
4	Traçabilité DND	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
5	Traçabilité DD – Trackdéchets	Code de l'environnement du 04/07/2023, article R.541-43	/	Sans objet
6	Vérification périodique des équipements	Arrêté Préfectoral du 27/12/1991, article VI-6	/	Sans objet
7	Conditions d'entreposage (hauteur)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	/	Sans objet
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
9	Propreté (poussière)	Arrêté Préfectoral du 27/12/1991, article I 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis (quantité)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités admissibles
Prescription contrôlée : - rubrique 2714.1 pour un volume autorisé de 1 100 m ³ - rubrique 2791.1 pour un volume autorisé de 36 t/j
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a présenté l'état des stocks au 16/10/23 ne mentionnant aucun déchet en stock. L'absence de déchets a été confirmée lors de la visite du site le jour de l'inspection. L'exploitant précise qu'il n'y a eu aucune activité depuis la reprise du site en janvier 2023 (changement d'exploitant suite au rachat du site VEOLIA par PAPREC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 III
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE – Déchets admis
Prescription contrôlée : III. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le « stockage », transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site. [...] Cette déclaration comprend : – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ; – la quantité par nature du déchet ; – l'origine géographique des déchets par nature du déchet ; – le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ; – les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Les déclarations annuelles GERE ont été faites par l'ancien exploitant VEOLIA en 2019 (8512 t), en 2020 (4334 t), en 2021 (566 t) ; pas de déclaration finalisée pour 2022. Les déclarations devront être faites par PAPREC lors de la reprise d'activité du site le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu le registre déchets entrants du site (fichier intitulé "Registre DREAL DND entrant"). Aucun déchet n'y est enregistré vu l'absence d'activité du site ; par contre, les intitulés des colonnes correspondent aux informations demandées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu le registre déchets sortants du site (fichier intitulé "Registre DREAL DND sortant").</p> <p>Aucun déchet n'y est enregistré vu l'absence d'activité du site ; par contre, les intitulés des colonnes correspondent aux informations demandées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Traçabilité DD – Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2023, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu le bordereau Trackdéchets n° BSD-20230921_96V" daté du 22/09/23 relatif aux 160 kg de boues évacuées sous le code 13 05 07* suite à l'entretien annuel du déshuileur/débourbeur (transporteur PROTEC, destination de traitement encore inconnue).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/1991, article VI-6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le compte-rendu de vérification Q18 n°09/2013 issu de la vérification des installations électriques menée par DEKRA Industrial SA en date du 13/10/2023 mentionne que l'installation ne peut pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions d'entreposage (hauteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage
Prescription contrôlée : IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Pas de déchet entreposé le jour de l'inspection (pas d'activité sur le site depuis janvier 2023 selon l'exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie et entretien
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu le plan des bâtiments et aires de gestion des déchets lors de la visite du site. Les extincteurs ont été vérifiés le 10/03/2023 (vu le rapport de vérification des extincteurs de RISK PARTENAIRE des sites PAPREC aux numéros 4, 6 et 25 de la rue Jules Verne à La Riche). Selon l'exploitant, le site est équipé de 4 RIA et 10 extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Propreté (poussière)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/1991, article I 6
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : La conception et la fréquence d'entretien de l'installation devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu lors de l'inspection, l'état de propreté du site est satisfaisant (pas d'accumulation de poussières).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet